

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 14/06

ASA 17/001/2006 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

CHINE Gao Zhisheng (h), avocat spécialisé dans la défense des droits humains, 41 ans ainsi que sa famille

Londres, le 19 janvier 2006

L'avocat Gao Zhisheng, spécialisé dans la défense des droits humains, a été victime d'une tentative manifeste d'assassinat ordonnée, selon lui, par les autorités. Ces derniers mois, des policiers l'auraient menacé, lui et sa famille. Amnesty International pense que cet homme et ses proches sont peut-être en danger de mort.

Le 17 janvier, vers 22 h 30, alors que Gao Zhisheng circulait dans les rues de Pékin, une voiture s'est brusquement arrêtée devant lui. D'après Gao Zhisheng, ses plaques d'immatriculation étaient dissimulées sous du papier journal. Il l'a évitée de justesse et, lorsqu'il est sorti de son véhicule, la voiture aurait foncé sur lui, le contraignant à sauter de côté pour éviter d'être écrasé. Gao Zhisheng pense que les autorités étaient à l'origine de ces faits, car il était également suivi par un véhicule de l'armée, dont les plaques avaient aussi été recouvertes. Les deux véhicules ont quitté les lieux immédiatement après ces événements.

Gao Zhisheng affirme que les autorités le menacent et le harcèlent depuis qu'il a envoyé, en octobre 2005, une lettre ouverte au président chinois, Hu Jintao, et à son Premier ministre, Wen Jiabao, les exhortant à respecter la liberté religieuse et à mettre un terme à la répression « *barbare* » engagée contre le mouvement spirituel Fa Lun Gong en Chine. Des policiers l'auraient averti qu'il était « *allé trop loin* » et qu'il s'était mis dans une « *situation difficile* ». Il a brièvement été détenu, le 13 janvier, par la police, après qu'il eut remarqué, selon certaines sources, que des policiers le filmaient. Il s'est à son tour mis à filmer la police, ce qui lui a valu d'être interpellé. Gao Zhisheng affirme que pendant sa garde à vue, des policiers lui ont déclaré : « *Tu sais, si on voulait te tuer, ce serait aussi simple que d'écraser une fourmi !* ».

Selon les informations reçues, la famille de Gao Zhisheng a été placée sous surveillance et a fait l'objet de manœuvres d'intimidation de la part de la police. Gao Zhisheng affirme que le 19 décembre, un responsable de la police lui a téléphoné, déclarant : « *Nous aimons mener des investigations, tout comme vous. Nous avons recueilli un certain nombre de renseignements vous concernant, notamment au sujet de votre domicile, de votre épouse et de vos enfants [...] Nous savons même quel bus prennent vos enfants pour se rendre à l'école.* »

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Gao Zhisheng est un des responsables du cabinet Shengzhi, à Pékin, l'un des rares cabinets d'avocats à avoir travaillé, en Chine, sur des affaires très médiatisées concernant les droits humains. Gao Zhisheng a assuré la défense d'un certain nombre de militants, en particulier Yang Maodong (*alias* Guo Feixiong), qui a été détenu pendant près de trois mois, à la fin de 2005, après avoir fourni des conseils juridiques à des villageois de Taishi (province du Guangdong) qui tentaient de renverser leur chef de village soupçonné de corruption. Il a également représenté Zheng Yichun, journaliste et ex-enseignant, condamné à sept années d'emprisonnement pour ses écrits sur Internet, ainsi que le pasteur Cai Zhuohua, emprisonné pendant trois ans pour « *pratiques commerciales illégales* », notamment pour avoir imprimé et commercialisé des exemplaires de la Bible.

En novembre 2005, les activités du cabinet Shengzhi ont été suspendues pendant un an par le Bureau des Affaires judiciaires de la municipalité de Pékin. En décembre, Gao Zhisheng s'est vu retirer sa licence d'avocat. Ces faits semblent liés à ses activités de défense de militants, et, notamment, à sa lettre ouverte sur la liberté religieuse. Depuis qu'il a été contraint de cesser d'exercer sa profession, Gao Zhisheng a publié un rapport d'enquête sur la répression menée contre les responsables d'églises chrétiennes « *domestiques* » (lieux de prière installés chez des particuliers) dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang (nord-ouest de la Chine). Il a aussi publiquement rendu sa carte du Parti communiste chinois (PCC), fait qui n'est peut-être pas étranger aux menaces et au harcèlement dont il a fait l'objet.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en chinois ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités chinoises à garantir la sécurité de Gao Zhisheng et de sa famille ;
- priez-les de diligenter une enquête détaillée et impartiale sur les informations faisant état d'une tentative d'assassinat sur la personne de Gao Zhisheng, en vue de traduire en justice les responsables présumés ;
- demandez-leur de permettre à Gao Zhisheng de poursuivre ses activités légitimes de défenseur des droits humains sans entrave et sans crainte de harcèlement, d'intimidation ou d'une détention arbitraire, et priez-les de lui restituer sa licence d'avocat ;
- appelez les autorités à veiller à ce que tous les défenseurs des droits humains en Chine puissent mener leurs activités légitimes, conformément aux garanties relatives à la protection des droits humains inscrites dans la Constitution chinoise ainsi qu'aux normes internationales.

APPELS À :

Premier ministre :

WEN Jiabao Guojia Zongli
The State Council
9 Xihuangcheng Genbeijie
Beijingshi 100032
République populaire de Chine

Fax : +86 10 65961109 or 2260 (*via* le Ministère des Affaires étrangères)

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le Premier ministre,

Ministre de la Justice :

WU Aiyang Buzhang
Ministry of Justice
10 Chaoyangmen Nandajie
Chao Yangqu
Beijing 100020

République populaire de Chine

Fax : +86 10 65292345

Courriers électroniques : minister@legalinfo.gov.cn

Formule d'appel : *Dear Minister*, / Madame le Ministre,

Ministre de la Sécurité publique :

ZHOU Yongkang Buzhang
Gong'anbu
14 Dongchang'anjie, Beijing City 100741
République populaire de Chine

Fax : +86 10 63099216

(L'obtention de cette ligne peut se révéler difficile, merci de vous montrer persévérant)

Formule d'appel : *Dear Minister*, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Directeur du Bureau de la Sécurité publique de Pékin :

MA Zhenchuan Juzhang
Beijingshi Gong'anju
9 Qianmen Dongdajie, Dongchengqu
Beijingshi 100740, République populaire de Chine

Courriers électroniques : 110@bjgaj.gov.cn

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la République populaire de Chine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 2 MARS 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*